

F. 84 — 1634

EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

COMMUNAUTE FRANÇAISE

24 MAI 1984. — Arrêté de l'Exécutif
régulant la répartition, pour l'année 1984, de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale de la Région wallonne
revenant aux centres publics d'aide sociale de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105 tel qu'il a été modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Considérant que la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale constitue un élément important du système de financement des activités des Centres publics d'aide sociale, et qu'il importe dès lors de fixer sans délai les critères de répartition;

Considérant que l'urgence est ainsi spécialement motivée;

Sur proposition du Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française de Belgique et vu la délibération de l'Exécutif du 10 mai 1984.

Arrêtons :

Article 1er. Dans la limite des crédits disponibles, la répartition de la part du Fonds spécial de l'aide sociale attribuée à la Région wallonne entre les Centres publics d'aide sociale de la Communauté française, s'établit de la manière suivante :

1. Une intervention forfaitaire de 600 000 francs par unité de travailleur social à prestations complètes en fonction de cette qualité au Centre public d'aide sociale est accordée à chaque Centre public d'aide sociale, à l'exclusion des travailleurs sociaux engagés dans le cadre du Fonds interdépartemental de promotion de l'emploi.

2. Une intervention de 40 000 francs par unité d'aide familiale ou senior à prestations complètes en fonction au Centre public d'aide sociale.

Une intervention de 15 francs par heure prestée pour le compte du Centre public d'aide sociale par un service public ou privé d'aide aux familles et aux personnes âgées avec lequel le Centre a conclu une convention écrite.

3. Une intervention de 50 000 francs par unité d'aide ménagère à prestations complètes en fonction au Centre public d'aide sociale.

4. Une intervention de 100 000 francs par unité d'infirmier travaillant en milieu ouvert à prestations complètes en fonction au Centre public d'aide sociale, à l'exclusion des infirmiers engagés dans le cadre du Fonds interdépartemental de promotion de l'emploi.

5. Une intervention de 200 000 francs par éducateur social travaillant en milieu ouvert, en fonction au Centre public d'aide sociale.

6. Une intervention de 20 000 francs par lit dans les maisons de repos pour personnes âgées gérées par les Centres publics d'aide sociale.

7. Une intervention de 100 francs par jour sur base du nombre de jours durant lesquels des mineurs d'âge ont été placés, à charge du Centre public d'aide sociale, chez des particuliers ou dans un établissement géré par le Centre.

8. Une intervention de 22 francs par repas servi à domicile ou consommé en restaurant communautaire géré par le Centre public d'aide sociale par des personnes âgées qui ne sont pas hébergées dans une maison de repos pour personnes âgées.

9. Une intervention de 145 000 francs par unité de personnel engagé dans le cadre de la convention n° 0012 relative au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi.

Art. 2. Le solde du Fonds spécial de l'aide sociale disponible après application des articles 1er et 8 est réparti au prorata des dépenses pondérées effectuées par les Centres publics d'aide sociale de la Communauté française, en application des dispositions de la loi du 7 août 1974 relative au droit au minimum de moyens d'existence.

Art. 3. Les relevés numériques nécessaires au calcul des montants revenant à chaque Centre public d'aide sociale sont fournis au Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française au moyen du questionnaire annexé au présent arrêté.

Ce questionnaire est complété par chaque Centre public d'aide sociale en fonction de ses activités durant l'année 1983. En ce qui concerne le personnel, sont prises en considération les fonctions occupées au 31 décembre 1983. Toutefois, en ce qui concerne le personnel engagé dans le cadre de la convention n° 0012 relative au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi, sont pris en considération les mois effectivement prestés.

Art. 4. Le Ministre de l'Intérieur est chargé de la liquidation des montants revenant à chaque Centre public d'aide sociale.

Une avance égale à 50 p.c. de la part du Fonds spécial de l'aide sociale qui a été attribuée l'année précédente, sera versée à chaque Centre au cours du premier semestre de l'année.

Le montant de cette avance sera déduit de la part revenant au Centre public d'aide sociale et le solde sera versé au cours du deuxième semestre.

Art. 5. S'il est constaté après répartition qu'une erreur a été commise au détriment d'un Centre public d'aide sociale, la somme dont celui-ci aura été privé lui est allouée à l'occasion de la répartition correspondante afférente à l'année ultérieure.

En cas d'erreur au profit d'un Centre public d'aide sociale, un arrêté du Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française ordonne la récupération de la somme allouée indûment, laquelle sera ajoutée à la part du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux Centres publics d'aide sociale francophones de la Région wallonne.

Art. 6. Un montant n'excédant pas 1 p.c. du Fonds spécial de l'aide sociale attribué à la Région wallonne peut être affecté par le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française à des études d'intérêt général ou à des actions à mener auprès de certains Centres publics d'aide sociale choisis en qualité de centres pilotes.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1984.

Bruxelles, le 24 mai 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française de Belgique :

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 mai 1984 réglant la répartition, pour l'année 1984, de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale de la région wallonne revenant aux Centres publics d'aide sociale de la Communauté française

Centre public d'aide sociale de

N° I.N.S.

Relevés numériques relatifs aux activités de 1983

Note générale : Pour les différents critères, ne doit pas être incluse dans les recettes la ventilation des sommes payées au Centre public d'aide sociale à titre de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale, effectuées suivant les mêmes critères.

1. **PERSONNEL :**

- N.B. 1. Entrent seuls en ligne de compte les agents en fonction en cette qualité au 31 décembre 1983 en tant que membres du personnel du Centre.
 2. Le personnel occupé à temps partiel doit être compté en dixième correspondant aux prestations effectuées.
 3. Les Centres publics d'aide sociale qui participent à une intercommunale pour leur service d'éducateurs sociaux, d'aides familiales et d'aides ménagères, répartissent le nombre d'aides familiales, d'aides ménagères et d'éducateurs sociaux de l'association au prorata de leur chiffre de population.

1.1. **TRAVAILLEURS(EUSES) SOCIAUX(ALES) :**

N.B. Entrent en ligne de compte les assistants sociaux, les infirmiers gradués sociaux et assimilés en fonction en cette qualité.

1.1.1. **Personnel en fonction :**

- 1.1.1.1. — à temps plein : heures/semaine,
 1.1.1.2. — à temps partiel : à heures/semaine,
 soit équivalent temps plein.

1.1.1.3. Total : 1.1.1.1. + 1.1.1.2. = (a)

1.1.2. Charge salariale	Montant :	Article du compte :
1.1.2.1. Rémunérations	. . . . . F	
1.1.2.2. Lois sociales	. . . . . F	
1.1.2.3. Frais de déplacement	. . . . . F	
1.1.2.4. Autres charges (spécifier par article)	. . . . . F	
1.1.2.5. Dépense totale :	. . . . . F	

1.2. **AIDES FAMILIAUX(ALES) OU SENIORS :**

1.2.1. Service d'aide aux familles et aux personnes âgées appartenant au C.P.A.S.

- 1.2.1.1. Date et n° d'agrément :
 1.2.1.2. Personnel en fonction :
 1.2.1.2.1. — à temps plein : heures/semaine,
 1.2.1.2.2. — à temps partiel : à heures/semaine,
 soit équivalent temps plein.

1.2.1.2.3. Total : 1.2.1.2.1. + 1.2.1.2.2. = (b)

1.2.1.3. **Prestations :**

Trimestre	Nombre d'heures	Conformité avec relevé à l'Administration de la Famille	Si non, motif de divergence
1.2.1.3.1. 1er	date oui/non	. . . . .
1.2.1.3.2. 2e	date oui/non	. . . . .
1.2.1.3.3. 3e	date oui/non	. . . . .
1.2.1.3.4. 4e	date oui/non	. . . . .

1.2.1.4. Charge salariale	Montant :	Article du compte :
1.2.1.4.1. Rémunérations	. . . . . F	
1.2.1.4.2. Lois sociales	. . . . . F	
1.2.1.4.3. Récupération auprès de l'Administration de la Famille	. . . . . F	
1.2.1.4.4. Récupération auprès des bénéficiaires	. . . . . F	
1.2.1.4.5. Différence : (1.2.1.4.1. + 1.2.1.4.2.) — (1.2.1.4.3. + 1.2.1.4.4.) =	. . . . . F	
1.2.1.4.6. Autres charges (spécifier par article)	. . . . . F	
1.2.1.4.7. Dépense totale :	. . . . . F	

1.2.2. **Conventions avec des services publics ou privés :**

1.2.2.1.	Nom des services, adresse	Date de la convention écrite
I.	. . . . .	. . . . .
II.	. . . . .	. . . . .
III.	. . . . .	. . . . .

1.2.2.2. **Prestations :**

Trimestre	Nombre d'heures			Coût		
	Serv. I.	Serv. II.	Serv. III.	Serv. I.	Serv. II.	Serv. III.
1.2.2.2.1. 1er
1.2.2.2.2. 2e
1.2.2.2.3. 3e
1.2.2.2.4. 4e
1.2.2.2.5. Total année :

1.2.2.2.6. (c)

1.3. AIDES MENAGER(E)S :

1.3.1. Personnel en fonction :

1.3.1.1. — à temps plein : à heures/semaine,
 1.3.1.2. — à temps partiel : équivalent temps plein.
 soit

1.3.1.3. Total : 1.3.1.1. + 1.3.1.2. = (d)

1.3.2. Prestations :

	Trimestre	Nombre d'heures
1.3.2.1.	1er	. . . . .
1.3.2.2.	2e	. . . . .
1.3.2.3.	3e	. . . . .
1.3.2.4.	4e	. . . . .
1.3.2.5.	Total année :	. . . . .

1.3.3. Charge salariale

Montant :

Article du compte :

1.3.3.1. Rémunérations	. . . . .	F
1.3.3.2. Lois sociales	. . . . .	F
1.3.3.3. Récupération auprès des bénéficiaires	. . . . .	F
1.3.3.4. Différence :		
(1.3.3.1 + 1.3.3.2.) - (1.3.3.3.) =	. . . . .	F
1.3.3.5. Autres charges (spécifier par article) :		
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
1.3.3.6. Dépense totale :	. . . . .	F

1.4. INFIRMIER(E)S EN MILIEU OUVERT :

1.4.1. Personnel en fonction :

1.4.1.1. — à temps plein : à heures/semaine,
 1.4.1.2. — à temps partiel : équivalent temps plein.
 soit

1.4.1.3. Total : 1.4.1.1. + 1.4.1.2. = (e)

1.4.2. Prestations :

	Trimestre	Nombre d'heures
1.4.2.1.	1er	. . . . .
1.4.2.2.	2e	. . . . .
1.4.2.3.	3e	. . . . .
1.4.2.4.	4e	. . . . .
1.4.2.5.	Total année :	. . . . .

1.4.3. Charge salariale

Montant :

Article du compte :

1.4.3.1. Rémunérations	. . . . .	F
1.4.3.2. Lois sociales	. . . . .	F
1.4.3.3. Récupération auprès des bénéficiaires	. . . . .	F
1.4.3.4. Différence :		
(1.4.3.1 + 1.4.3.2.) - (1.4.3.3.) =	. . . . .	F
1.4.3.5. Autres charges (spécifier par article) :		
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
. . . . .	. . . . .	F
1.4.3.6. Dépense totale :	. . . . .	F

1.5. EDUCATEUR(TRICE)S SOCIAUX(LES) :

N.B. Les éducateurs sociaux visés ici sont à distinguer des travailleurs sociaux occupés dans le même milieu, mais repris au point 1 de l'article 1er de l'arrêté.

1.5.1. Personnel en fonction :

1.5.1.1. — à temps plein : à heures/semaine,
 1.5.1.2. — à temps partiel : équivalent temps plein.
 soit

1.5.1.3. Total : 1.5.1.1. + 1.5.1.2. = (f)

1.5.2. Prestations :

	Trimestre	Nombre d'heures
1.5.2.1.	1er	. . . . .
1.5.2.2.	2e	. . . . .
1.5.2.3.	3e	. . . . .
1.5.2.4.	4e	. . . . .
1.5.2.5.	Total année :	. . . . .

	Montant :	Article du compte :
1.5.3. Charge salariale		
1.5.3.1. Rémunérations	. . . . . F	
1.5.3.2. Lois sociales	. . . . . F	
1.5.3.3. Récupération auprès des bénéficiaires	. . . . . F	
1.5.3.4. Différence :		
(1.5.3.1 + 1.5.3.2.) - (1.5.3.3.) =	. . . . . F	
1.5.3.5. Autres charges (spécifier par article) :		
. . . . .	. . . . . F	
. . . . .	. . . . . F	
. . . . .	. . . . . F	
. . . . .	. . . . . F	
. . . . .	. . . . . F	
1.5.3.6. Dépense totale :	. . . . . F	

2. MAISONS DE REPOS pour personnes âgées, gérées par le Centre public d'aide sociale :

- 2.1. Nombre de lits : (g)
- 2.2. Justification du nombre de lits par rapport à 1983 :
 création de lits supplémentaires depuis le
 suppression de lits désaffectés depuis le

3. PLACEMENT DES MINEURS :

3.1. Enfants placés chez des particuliers à charge du Centre public d'aide sociale :

	Trimestre	Nombre d'enfants placés	Nombre de journées
3.1.1.	1er	. . . . .	. . . . .
3.1.2.	2e	. . . . .	. . . . .
3.1.3.	3e	. . . . .	. . . . .
3.1.4.	4e	. . . . .	. . . . .
3.1.5.	Total jours de placement :		. . . . .

3.2. Enfants placés à charge du Centre public d'aide sociale dans un établissement géré par le Centre :

	Trimestre	Nombre d'enfants placés	Nombre de journées
3.2.1.	1er	. . . . .	. . . . .
3.2.2.	2e	. . . . .	. . . . .
3.2.3.	3e	. . . . .	. . . . .
3.2.4.	4e	. . . . .	. . . . .
3.2.5.	Total jours de placement :		. . . . .

3.3. Nombre total de jours de placement à charge du centre :

Total : 3.1.5. + 3.2.5. = (h)

4. DISTRIBUTION DE REPAS :

4.1. Nombre de repas distribués.

	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Total année
4.1.1. à domicile
4.1.2. en restaurant communautaire géré par le Centre, aux personnes âgées qui ne sont pas hébergées dans des institutions
4.1.3. Total : 4.1.1. + 4.1.2. =					. . . . . (i)

5. FONDS BUDGETAIRE INTERDEPARTEMENTAL DE L'EMPLOI:

Personnel engagé dans le cadre de la convention n° 0012 :

Nombre d'agents :

.

Nombre de mois prestés :

.

(j)

6. MINIMEX :

6.1. Montants payés au titre de minimum de moyens d'existence.

N.B. Sont à mentionner les montants figurant au « total général » des états mensuels (formulaire 6).

6.1.1.	janvier	. . . . .	F
6.1.2.	février	. . . . .	F
6.1.3.	mars	. . . . .	F
6.1.4.	avril	. . . . .	F
6.1.5.	mai	. . . . .	F
6.1.6.	juin	. . . . .	F
6.1.7.	juillet	. . . . .	F
6.1.8.	août	. . . . .	F
6.1.9.	septembre	. . . . .	F
6.1.10.	octobre	. . . . .	F
6.1.11.	novembre	. . . . .	F
6.1.12.	décembre	. . . . .	F
6.1.13.	Total pour l'année 1983 :	. . . . .	F (k)
6.2.	Subventions accordées par l'Etat en application de l'article 18 de la loi du 7 août 1974	. . . . .	F (l)

TABLEAU RECAPITULATIF

(a)	x	600 000 F =	. . . . .	F
(b)	x	40 000 F =	. . . . .	F
(c)	x	15 F =	. . . . .	F
(d)	x	50 000 F =	. . . . .	F
(e)	x	100 000 F =	. . . . .	F
(f)	x	200 000 F =	. . . . .	F
(g)	x	20 000 F =	. . . . .	F
(h)	x	100 F =	. . . . .	F
(i)	x	22 F =	. . . . .	F
(j)	x	145 000 F =	. . . . .	F
		12		
			Total :	F
(k)				F
(l)				F

Fait à, le

Le président,
(Nom + signature.)

Le secrétaire,
(Nom + signature.)

Vu pour être annexé à Notre Arrêté du 24 mai 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,
R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 1634

24 MEI 1984. — Besluit van de Executieve tot regeling van de verdeling, voor het jaar 1984, van het gedeelte van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Franse Gemeenschap toekomt

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980;

Overwegende dat de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn een belangrijk element uitmaakt van het financieringssysteem der activiteiten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en dat het voortaan van belang is onverwijd de criteria van de verdeling vast te leggen;

Overwegende dat de dringende noodzaak aldus bijzonder gemotiveerd is;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 10 mei 1984,

Besluiten :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, wordt de verdeling van het gedeelte van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan het Waalse Gewest werd toegekend onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Franse Gemeenschap, als volgt vastgesteld :

1. Een forfaitaire tegemoetkoming van 600 000 frank per voltijds maatschappelijk werker, welke in die hoedanigheid in dienst is in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wordt toegekend aan ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met uitsluiting van de maatschappelijke werkers aangeworven in het raam van het Interdepartementaal Fonds ter bevordering van de tewerkstelling.

2. Een tegemoetkoming van 40 000 frank per voltijdse gezins- of bejaardenhelpster in dienst in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Een tegemoetkoming van 15 frank per uur gepresteerd voor rekening van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn door een openbare of private dienst voor gezins- of bejaardenhulp waarmee het centrum een geschreven overeenkomst heeft afgesloten.

3. Een tegemoetkoming van 50 000 frank per voltijdse huishoudhulp in dienst in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

4. Een tegemoetkoming van 100 000 frank per voltijdse verpleger die veldwerk verricht in dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitsluiting van de verplegers tewerkgesteld in het raam van het Interdepartementaal Fonds ter bevordering van de tewerkstelling.

5. Een tegemoetkoming van 200 000 frank per sociaal opvoeder die veldwerk verricht in dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

6. Een tegemoetkoming van 20 000 frank per bed in de rustoorden voor bejaarden beheerd door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

7. Een tegemoetkoming van 100 frank per dag op basis van het aantal dagen, dat minderjarigen bij particulieren geplaatst werden ten laste van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

8. Een tegemoetkoming van 22 frank per aan huis bedeelde maaltijd geconsumeerd in een door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beheerd gemeenschappelijk restaurant door bejaarden die niet in een home voor bejaarden gehuisvest zijn.

9. Een tegemoetkoming van 145 000 frank per personeelslid tewerkgesteld in het raam van de conventie nr. 0012 betreffende het Interdepartementaal Budgetair Fonds ter bevordering van de tewerkstelling.

Art. 2. Het saldo van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn beschikbaar na toepassing van de artikelen 1 en 6 wordt verdeeld naar evenredigheid van de evenwichtige uitgaven verricht door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Franse Gemeenschap, bij toepassing van de bepalingen van de wet van 7 augustus 1974 betreffende het recht op het minimum van bestaansmiddelen.

Art. 3. De cijferopgaven vereist voor de vereffening van de bedragen die aan ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomen, worden aan de Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap verstrekt aan de hand van de bij dit besluit gevoegde vragenlijst.

Deze vragenlijst wordt door ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ingevuld op basis van zijn activiteiten gedurende het jaar 1983. Wat het personeel betreft, wordt rekening gehouden met de functies die op 31 december 1983 bezet waren. Voor wat het personeel evenwel betreft tewerkgesteld in het raam van de conventie nr. 0012 betreffende het Interdepartementaal Budgetair Fonds ter bevordering van de tewerkstelling, wordt rekening gehouden met de daadwerkelijk gepresteerde maanden.

Art. 4. De Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de vereffening van de bedragen die aan ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomen.

Een voorschot gelijk aan 50 pct. van het aandeel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat haar vorig jaar werd toegekend, zal aan ieder centrum worden gestort in de loop van de eerste semester van het jaar.

Het bedrag van dit voorschot zal in mindering worden gebracht van het aandeel dat aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomt en het saldo zal worden gestort in de loop van de tweede semester.

Art. 5. Wordt na de omslag vastgesteld dat een vergissing werd begaan ten nadele van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, dan wordt de som die het heeft moeten derven, aan dit centrum toegekend bij de overeenkomende omslag betreffende het volgende jaar.

Ingeval een vergissing werd begaan ten voordele van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, gelast een besluit van de Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap dat de ten onrechte toegekende som zal worden verhaald en die som zal gevoegd worden bij het deel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat toekomt aan de franstalige openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest.

Art. 6. Een bedrag dat 1 pct. niet overschrijdt van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn toegekend aan het Waalse Gewest mag worden bestemd door de Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap voor studies van algemeen belang of voor te voeren activiteiten bij sommige openbare centra voor maatschappelijk welzijn die werden uitgekozen om als modelcentra te dienen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Brussel, 24 mei 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN

Bijlage bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 mei 1984 tot regeling van de verdeling, voor het jaar 1984, van het gedeelte van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Franse Gemeenschap toekomt.

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van
 Nr. N.I.S.

Cijferopgaven betreffende de activiteiten van 1983

Algemene nota : Voor de verscheidene criteria, moet niet worden bijgevoegd in de ontvangsten de verdeling van de betaalde sommen aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bij wijze van indeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn verricht volgens dezelfde criteria.

1. **PERSONEEL :**

- N.B. 1. Komen alleen in aanmerking de beambten welke in die hoedanigheid in dienst zijn als personeelslid van het centrum op 31 december 1983.
 2. Het deeltijdse personeel moet worden vermeld in één tiende die de geleverde prestaties weergeeft.
 3. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn die voor hun dienst sociale opvoeders, gezinshelpsters en huishoudhulp en aan een intercommunale deelnemen, verdelen het aantal gezinshelpsters, huishoudhulpen en sociale opvoeders van de vereniging naar rato van hun bevolkingscijfer.

1.1. **MAATSCHAPPELIJKE WERKERS(STERS) :**

N.B. Komen in aanmerking de maatschappelijke werkers, de maatschappelijke gegradueerde verplegers en daarmee gelijkgestelden in die hoedanigheid in dienst.

1.1.1. Personeel in dienst :

- 1.1.1.1. — voltijds : tot uren/week.
 1.1.1.2. — deeltijds : gelijkgesteld voltijds.
 hetzij

1.1.1.3. Totaal : 1.1.1.1. + 1.1.1.2 = (a)

1.1.2. Loonkosten	Bedrag :	Artikel van de rekening :
1.1.2.1. Bezoldiging	. . . . . F	
1.1.2.2. Sociale wetten	. . . . . F	
1.1.2.3. Verplaatsingskosten	. . . . . F	
1.1.2.4. Andere lasten (omschrijven per artikel)	. . . . . F	
1.1.2.5. Totale uitgave	. . . . . F	

1.2. **GEZINS- OF BEJAARDENHELPERS(STERS) :**

1.2.1. Dienst van gezins- en bejaardenhulp die tot het O.C.M.W. behoren.

1.2.1.1. Datum en erkenningsnummer :

1.2.1.2. Personeel in dienst :

- 1.2.1.2.1. — voltijds : tot uren/week.
 1.2.1.2.2. — deeltijds : gelijkgesteld voltijds.
 hetzij :

1.2.1.2.3. Totaal : 1.2.1.2.1. + 1.2.1.2.2. = (b)

1.2.1.3. Prestaties :

Trimester	Aantal uren	Overeenstemming met het overzicht van de Administratie van het Gezin	Indien neen, de reden van het meningsverschil
1.2.1.3.1. 1e	datum ja/neen	. . . . .
1.2.1.3.2. 2e	datum ja/neen	. . . . .
1.2.1.3.3. 3e	datum ja/neen	. . . . .
1.2.1.3.4. 4e	datum ja/neen	. . . . .

1.2.1.4. Loonkosten	Bedrag :	Artikel van de rekening :
1.2.1.4.1. Bezoldigingen	. . . . . F	
1.2.1.4.2. Sociale wetten	. . . . . F	
1.2.1.4.3. Verhaal bij de Administratie van het Gezin	. . . . . F	
1.2.1.4.4. Verhaal bij de begunstigden	. . . . . F	
1.2.1.4.5. Verschil :		
(1.2.1.4.1. + 1.2.1.4.2.)	. . . . . F	
— (1.2.1.4.3. + 1.2.1.4.4.) =	. . . . . F	
1.2.1.4.6. Andere lasten (omschrijven per artikel)	. . . . . F	
1.2.1.4.7. Totale uitgave	. . . . . F	

1.2.2. **Overeenkomsten met openbare of private diensten :**

1.2.2.1. Namen van de diensten, adres Datum van de schriftelijke overeenkomst

- I
 II
 III

1.2.2.2. Prestaties :

Trimester	Aantal uren			Kosten		
	Dienst I.	Dienst II.	Dienst III.	Dienst I.	Dienst II.	Dienst III.
1.2.2.2.1. 1e
1.2.2.2.2. 2e
1.2.2.2.3. 3e
1.2.2.2.4. 4e
1.2.2.2.5. Totaal jaar :

1.2.2.2.6. (c)

1.3. HUISHOUDHULP :

1.3.1. Personeel in dienst :

1.3.1.1. — voltijds : tot uren/week.
 1.3.1.2. — deeltijds : gelijkgesteld voltijds.
 hetzij :

1.3.1.3. Totaal : 1.3.1.1. + 1.3.1.2 = (d)

1.3.2. Prestaties :

Trimester	Aantal uren
1.3.2.1. 1
1.3.2.2. 2
1.3.2.3. 3
1.3.2.4. 4
1.3.2.5. Totaal jaar

1.3.3. Loonkosten

1.3.3.1. Bezoldigingen
 1.3.3.2. Sociale wetten
 1.3.3.3. Verhaal bij de begunstigten

1.3.3.4. Verschil :
 (1.3.3.1. + 1.3.3.2.) — (1.3.3.3.) =

1.3.3.5. Andere lasten (omschrijven per artikel) :

.....

Bedrag :

..... F
 F
 F

Artikel van de rekening :

..... F

..... F

..... F

..... F

..... F

..... F

..... F

1.3.3.6. Totale uitgave

1.4. VERPLEGERS (VERPLEEGSTERS) DIE VELDWERK VERRICHTEN :

1.4.1. Personeel in dienst :

1.4.1.1. — voltijds : tot uren/week.
 1.4.1.2. — deeltijds : gelijkgesteld voltijds.
 hetzij :

1.4.1.3. Totaal : 1.4.1.1. + 1.4.1.2 = (e)

1.4.2. Prestaties :

Trimester	Aantal uren
1.4.2.1. 1
1.4.2.2. 2
1.4.2.3. 3
1.4.2.4. 4
1.4.2.5. Totaal jaar

1.4.3. Loonkosten

1.4.3.1. Bezoldigingen
 1.4.3.2. Sociale wetten
 1.4.3.3. Verhaal bij de begunstigten

1.4.3.4. Verschil :
 (1.4.3.1. + 1.4.3.2.) — (1.4.3.3.) =

Bedrag :

..... F
 F
 F

Artikel van de rekening :

..... F

1.4.3.5.	Andere lasten (omschrijven per artikel):	F
.	.....	F
.	.....	F
.	.....	F
.	.....	F
.	.....	F
.	.....	F
		<hr/>
		F

1.4.3.6. Totale uitgave

1.5. SOCIALE OPVOED(ST)ERS :

N.B. De sociale opvoeders die hier zijn aangehaald dienen uit elkaar gehouden te worden met de sociale werkers die in hetzelfde midden zijn tewerkgesteld, maar die bij punt 1 van artikel 1 van het besluit worden vermeld.

1.5.1. Personeel in dienst :

1.5.1.1. -- voltijds : tot uren/week.
1.5.1.2. -- deeltijds : hetzij gelijkgesteld voltijds.

1.5.1.3. Totaal : 1.5.1.1. + 1.5.1.2 = (f)

1.5.2. Prestaties :

	Trimester	Aantal uren
1.5.2.1.	1	.....
1.5.2.2.	2	.....
1.5.2.3.	3	.....
1.5.2.4.	4	.....
1.5.2.5.	Totaal jaar	.....

1.5.3.	Loonkosten	Bedrag :	Artikel van de rekening :
1.5.3.1.	Bezoldigingen	.....	F
1.5.3.2.	Sociale wetten	.....	F
1.5.3.3.	Verhaal bij de begunstigen	.....	F

1.5.3.4. Verschil : (1.5.3.1. + 1.5.3.2.) - (1.5.3.3.) =

1.5.3.5. Andere lasten (omschrijven per artikel) :

.	.....	F
.	.....	F
.	.....	F
.	.....	F
.	.....	F
.	.....	F
		<hr/>
		F

1.5.3.6. Totale uitgave

2. RUSTOORDEN voor bejaarde personen, beheerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn :

2.1. Aantal bedden (g)
2.2. Verantwoording van het aantal bedden in verhouding tot 1983 :
het scheppen voor supplementaire bedden vanaf de het afschaffen van
..... niet meer in gebruik zijnde bedden vanaf de

3. PLAATSING VAN MINDERJARIGEN :

3.1. Kinderen ten laste van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bij particulieren geplaatst :

	Trimester	Aantal kinderen geplaatst	Aantal dagen
3.1.1.	1er	.....	.....
3.1.2.	2e	.....	.....
3.1.3.	3e	.....	.....
3.1.4.	4e	.....	.....

3.1.5. Totaal plaatsingsdagen:

3.2. Kinderen ten laste van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in een inrichting beheerd door het Centrum geplaatst :

	Trimester	Aantal kinderen geplaatst	Aantal dagen
3.2.1.	1er	.....	.....
3.2.2.	2e	.....	.....
3.2.3.	3e	.....	.....
3.2.4.	4e	.....	.....

3.2.5. Totaal plaatsingsdagen:

3.3. Totaal aantal plaatsingsdagen ten laste van het centrum :

Totaal : 3.1.5. + 3.2.5. = (h)

4. UITDEDELING VAN MAALTIJDEN :

4.1. Aantal uitgedeelde maaltijden.

	1e trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Jaar totaal
4.1.1. ten huize
4.1.2. in het door het centrum beheerde gemeenschappelijk restaurant door bejaarden die niet in instellingen zijn opgenomen
4.1.3. Totaal : 4.1.1. + 4.1.2. =					<input type="text"/> (i)

5. INTERDEPARTEMENTAAL BUDGETTAIR FONDS VOOR TEWERKSTELLING :

Personeel aangeworven in het raam van de conventie nr. 0012 :

Aantal beambten :

Aantal gepresteerde maanden : (j)

6. MINIMEX :

6.1. Betaalde bedragen bij wijze van minimum van bestaansmiddelen.

N.B. Hoeven te worden aangehaald de bedragen die in het « algemeen totaal » van de maandstaten (formulier 6) voorkomen.

6.1.1.	januari	.....	F
6.1.2.	februari	.....	F
6.1.3.	maart	.....	F
6.1.4.	april	.....	F
6.1.5.	mei	.....	F
6.1.6.	juni	.....	F
6.1.7.	juli	.....	F
6.1.8.	augustus	.....	F
6.1.9.	september	.....	F
6.1.10.	oktober	.....	F
6.1.11.	november	.....	F
6.1.12.	december	.....	F

6.1.13. Totaal voor het jaar 1983 : F (k)

8.2. Toelagen door de Staat toegekend bij toepassing van artikel 18 van de wet van 7 augustus 1974 F (l)

SAMENVATTENDE TABEL

(a)	x	600 000 F =	.....	F
(b)	x	40 000 F =	.....	F
(c)	x	15 F =	.....	F
(d)	x	50 000 F =	.....	F
(e)	x	100 000 F =	.....	F
(f)	x	200 000 F =	.....	F
(g)	x	20 000 F =	.....	F
(h)	x	100 F =	.....	F
(i)	x	22 F =	.....	F
(j)	x	145 000 F	.....	F
		12		
		Totaal :	.....	F
(k)			.....	F
(l)			.....	F

Gedaan te

De voorzitter,
(Naam + handtekening)

De secretaris,
(Naam + handtekening)

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 24 mei 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,
R. URBAIN